



Sur fond d'une carte du Texas de 1845, de gauche à droite : John Tyler, le président des Etats-Unis - le roi Léopold I<sup>er</sup> de Belgique - Sam Houston, le président de la République du Texas

*par Pierre Henri Laurent*

Adaptation en français par Gérard Hawkins et Serge Noirsain de l'article paru dans le *Southwestern Historical Quarterly*, vol. 68 - October 1964.

Entre la création de la république du Texas en 1836 et son annexion par les Etats-Unis dix ans plus tard, plusieurs Etats européens manifestèrent un vif intérêt pour des projets commerciaux avec les nations du Nouveau Monde et leur peuplement par une immigration européenne. Les efforts anglais et français ont fait l'objet de nombreux rapports et sont donc les mieux documentés, mais l'activité et le concours énergique d'une petite puissance étrangère au Texas ont été négligés et peu compris.

Le petit Royaume de Belgique, séparé des Pays-Bas depuis 1830 et jouissant dès 1839 d'une indépendance garantie par la neutralité perpétuelle des grandes puissances

européennes, affirma très tôt ses visées impérialistes sur le Texas. Ce sont les Texans eux-mêmes qui tillèrent l'intérêt de la Belgique en y envoyant un émissaire en 1837 pour obtenir sa reconnaissance, négocier des traités commerciaux et, si possible, obtenir un prêt nécessaire. Les entrepreneurs belges, qui avaient déjà amorcé une importante série de projets d'émigration et de commerce ailleurs, furent rapidement attirés par les nouveaux créneaux offerts par le Texas.<sup>1</sup>

La conjonction des relations diplomatiques belgo-texanes et des diverses pressions internationales qui affecteront les engagements belges avec le Texas, constitue une histoire unique de la réaction européenne à l'expansionnisme américain. Un examen de la diplomatie internationale de cette époque illustre le rôle majeur que joua l'Europe dans le destin du Texas et des Etats-Unis, une génération après la doctrine de Monroe.

Dès le début 1837, le Texas se rendit compte que ses démarches auprès des Etats-Unis en vue de son annexion à l'Union étaient prématurées. Supputant que son avenir dépendait de relations politiques internationales, le Texas se tourna vers l'Europe. Deux Texans politiquement influents conçurent un plan pour transformer leur jeune pays en une puissance commerciale mondiale à l'aide de traités avec des nations européennes et de fonds étrangers.<sup>2</sup> Le président texan Mirabeau Lamar et James Hamilton estimaient que leurs produits agricoles et particulièrement leur production cotonnière pourraient attirer plusieurs Etats européens. Né en Caroline du Sud, James Hamilton Jr. (1786-1857) en avait été le gouverneur en 1830. Comme son vigoureux support à l'indépendance du Texas lui avait attiré la sympathie de beaucoup de citoyens de cet Etat, le président Lamar lui offrit un commandement dans sa jeune armée. Hamilton déclina son offre, mais plus tard lui offrit ses services pour négocier un prêt à l'étranger.<sup>3</sup>

Néanmoins, les politiciens aux commandes de la diplomatie texane comprirent que tout prêt financier important devait d'abord passer par la reconnaissance diplomatique de leur république et probablement par des accords commerciaux avec ces Etats européens.<sup>4</sup> La situation interne du Texas rendait impérieuse la nomination d'agents diplomatiques chargés de chercher des alliés potentiels de l'autre côté de l'Océan. En juin 1837, le Congrès du Texas approuva ce principe et désigna immédiatement J. Pinckney Henderson pour représenter leur république en Grande-Bretagne et en France.<sup>5</sup>

Pendant deux années, jusqu'en août 1839, la Belgique sortit complètement de la sphère des démarches texanes. Alors que les ambassadeurs belges à Londres et à Paris enregistraient les efforts déployés par Henderson pour solliciter la reconnaissance de son Etat, des traités commerciaux et des aides financières, le gouvernement belge ne bronchait pas.<sup>6</sup> L'énergique roi des Belges décida cependant d'examiner de plus près la possibilité d'un commerce - apparemment utopique - avec l'Amérique du Nord. Dès la fin août 1839, Léopold I<sup>er</sup> était devenu un admirateur enthousiaste de la jeune république. Il nota en particulier les richesses du Texas, qui pourraient compléter celles des industries belges et accroître leurs importations et exportations. L'initiative royale se traduisit par l'instruction au comte Le Hon, son ministre à Paris, d'y entamer des négociations avec le Texas. Les discussions entre Le Hon et Henderson devaient principalement porter sur la reconnaissance de cette république et la fixation d'un règlement commercial entre les deux nations.<sup>7</sup>

<sup>1</sup> *Négociations avec le Texas*, 2118 ; *Navigation et Exploration Etats-Unis*, 2013 (Archives Affaires étrangères, Belgique)

<sup>2</sup> Schmitz J.W., *Texan Statecraft, 1836-1845*, San Antonio, 1941, pp. 49, 86-92.

<sup>3</sup> N.D.L.T. <http://www.tshaonline.org/handbook/online/articles/HH/fha35.html>

<sup>4</sup> G.P. Garrison (édit.), *Diplomatic Correspondance of the Republic of Texas* (3 vols. ; Washington, 1908-1911 : *Annual Reports of the American Historical Association for the years 1907 and 1908*, III, p. 808.

<sup>5</sup> Chase M.K., *Négociations de la République du Texas en Europe, 1837-1845*, Paris, 1932, pp. 17-18.

<sup>6</sup> V. de Weyer au roi Léopold, 29 décembre 1837 ; Papiers de Van de Weyer (Archives générales de Belgique, vol. 108) : Le Hon à de Theux, 17 avril 1838 ; Négociations avec le Texas (Archives Affaires étrangères, Belgique, 4).

<sup>7</sup> De Theux à Le Hon, 26 septembre 1839, Négociations avec le Texas, 2118.

L'automne et l'hiver de 1839-1840 ne produisirent rien de fructueux car les exigences belges en termes de tarifs réduits pour le lin et les armes choquèrent Henderson. La Belgique hésita même à reconnaître formellement le Texas car elle commençait à comprendre les subtilités et les conséquences de tels arrangements. Les premières pressions que subit la Belgique émanaient de ses relations économiques avec le Mexique. La Belgique était convaincue que la reconnaissance du Texas lui aliénerait cet Etat, alors que celui-ci se disposait justement à abaisser ses barrières douanières. Au début de 1840, le commissaire texan retourna chez lui pour recevoir des instructions complémentaires ainsi qu'une plus grande liberté dans la négociation d'un prêt financier qui semblait se profiler à Londres et à Paris.<sup>8</sup> Lors de son retour en été, Henderson visita les chancelleries britanniques, françaises, hollandaises et belges pour décrocher les traités souhaités en échange de prêts toujours plus importants. La situation intérieure du Texas et la nécessité d'accroître ses défenses exigeaient une base de crédit solide pour son développement.<sup>9</sup>

Lorsque des Texans approchèrent la Belgique en 1840, sa situation intérieure et son unique statut international dictaient impérieusement son comportement dans les affaires internationales. Depuis 1837, la Belgique s'efforçait de trouver des terres de colonisation raisonnables et profitables. Bien qu'attirée par une pléthore de pays et de projets qu'elle n'avait pas les moyens de développer, la Belgique rechercha néanmoins des secteurs susceptibles de l'aider à maintenir sa position commerciale et politique tout en encourageant l'émigration.<sup>10</sup> Le principal obstacle de la Belgique ou son inaction dans des projets de colonisation, comme elle en développa plus tard au Texas, résultait partiellement de son incapacité à trouver des capitaux. Les influences extérieures jouèrent un rôle important dans l'hésitation de la Belgique à réagir aux offres texanes. Sylvain Van de Weyer, le ministre belge à Londres (un ami personnel de Lord Palmerston) nous définit parfaitement le point de vue britannique sur les ambitions belges en citant Palmerston : « *la politique européenne verrait la reconnaissance du Texas par la Belgique comme un acte imprudent* ». <sup>11</sup> Le courrier de Van de Weyer révèle également l'importante pression que le mouvement abolitionniste anglais exerçait sur son propre gouvernement et les profondes implications morales relatives au commerce des esclaves.<sup>12</sup> Dans un de ses rapports à son ministre des Affaires étrangères, Van de Weyer déclare : « *Sans vouloir subordonner notre reconnaissance du Texas aux idées anglaises, il est impératif que nous agissions dans les meilleurs intérêts de la paix européenne* ». <sup>13</sup> Le Royaume-Uni n'était pas encore prêt à ratifier un quelconque traité avec le Texas dans l'atmosphère agitée du monde actuel, estima Van de Weyer, et il conclut par la nécessité d'adopter une politique « *d'attente vigilante* ».

Les événements mondiaux auxquels il faisait allusion incluaient la préoccupation britannique lors de la crise orientale de 1840-1841, les tensions anglo-américaines résultant des disputes frontalières entre les Etats-Unis et le Canada et l'instabilité du monde des finances. Ces inquiétudes incitèrent la Grande-Bretagne à réfléchir deux fois plutôt qu'une avant de s'engager en Amérique du Nord et elles jouèrent par la suite un rôle significatif dans la politique étrangère belge. La diplomatie belge ressentit le poids de la désapprobation de la Grande-Bretagne et du Mexique, tous deux des associés commerciaux valables, l'un d'eux étant la plus puissante nation d'Europe. De plus, les relations belges

<sup>8</sup> Schmitz, *Texan Statecraft*, p. 80.

<sup>9</sup> Garrison, *Diplomatic Correspondance of Texas*, III, 837.

<sup>10</sup> Gooch B.D., *Belgium and the Prospective Sale of Cuba, 1837*, *Hispanic-American Historical Review*, XXXIX, 413-427 ; Fabri J., *Les Belges au Guatemala, 1840-1845*, Bruxelles, 1955 ; Conférence du baron Lambermont avec le prince Albert, 1898-1901 (Archives Affaires étrangères, Belgique), I, 4<sup>e</sup> et I.

<sup>11</sup> Palmerston à V. de Weyer, 1857 (Archives générales du Royaume de Belgique, Affaires étrangères, vol. 238)

<sup>12</sup> V. de Weyer au roi Léopold, 29 juin 1840, *ibid*, vol. 111.

<sup>13</sup> V. de Weyer à J. Lebeau, 9 octobre 1840, Négociations avec le Texas, 2118 (Archives Affaires étrangères Belgique).

avec les Etats-Unis n'étaient pas au beau fixe en 1840. Elles affecteraient du reste toutes les décisions que prendrait la Belgique vis-à-vis du Texas entre 1840 et son annexion par l'Union américaine.

La Belgique n'avait pas ratifié les deux traités commerciaux négociés par ses agents à Washington en 1833 et au début 1840. Pourtant, le Sénat et le Président américains les avaient rapidement approuvés. La situation se compliqua davantage car les Belges persistaient dans leur refus d'indemniser les Etats-Unis (et cinq autres nations) pour la destruction des marchandises américaines stockées dans les entrepôts d'Anvers durant la révolution de 1830.<sup>14</sup> Jusqu'en novembre 1840, la Belgique estima que l'état des relations diplomatiques, en particulier avec la Grande-Bretagne, le Mexique et les Etats-Unis, interdisait toute liaison durable avec le Texas.

La crise financière en Europe affecta considérablement la Belgique dans toutes ses entreprises nécessitant l'injection de gros capitaux. Dans le cas du Texas, ce facteur et le statut particulier des relations étrangères belges concouraient à bloquer tout accord belgo-texan. Vers la mi-novembre 1840, la Belgique fut étonnée d'apprendre que Lord Palmerston avait signé trois traités avec le Texas, à Londres. Cette volte-face de son voisin et concurrent modifia radicalement la politique de la Belgique envers le Texas. La Belgique interpréta la décision britannique comme un signal lui autorisant plus de latitude dans ses tractations diplomatiques, commerciales et financières avec cette jeune république américaine. Quand James Hamilton tenta de contacter le gouvernement belge en septembre, avant la signature des accords anglo-texans, il ne reçut aucune réponse.<sup>15</sup> Peu de temps après les trois traités de novembre, le ministère des Affaires étrangères belge ordonna à son ministre à Londres, Van de Weyer, de rouvrir des négociations avec le Texas. Son objectif était de s'informer si des colons belges pouvaient obtenir des terres au Texas en échange de faveurs commerciales ou de la garantie d'un prêt.<sup>16</sup>

Ces négociations étaient sur le point d'échouer quand Hamilton se rendit finalement compte que le gouvernement belge désirait des terres en échange de n'importe quelle forme de prêt.<sup>17</sup> Lorsque le roi Louis-Philippe repoussa la demande d'un prêt, sollicitée par James Hamilton auprès du gouvernement français, et quand furent suspendus les pourparlers des Texans avec la Laffitte & Co, une société bancaire privée, Hamilton se tourna vers la Belgique. En octobre 1841, l'échec provisoire des négociations françaises poussa le Texas à formuler une proposition alléchante et même généreuse aux Belges. En échange d'un prêt de 37.000.000 de francs belges (plus de sept millions de dollars), il offrit de reconnaître la légalité du cabotage, de garantir une plus-value de 25 à 30 % sur les produits belges et d'abaisser sensiblement leurs tarifs douaniers.<sup>18</sup> L'offre écrite ne mentionnait aucune cession de terres, mais il est presque certain qu'Hamilton en débattit verbalement avec le ministre des Affaires étrangères, le Comte de Briey. C'est en effet à partir de ce moment-là que les documents belges font état d'une éventuelle colonie belge au Texas.

Le gouvernement belge se montra intéressé, mais il demeura circonspect parce qu'il manquait de données réelles sur lesquelles baser ses décisions. Il refusa l'offre de Hamilton, expliquant qu'il n'avait pas eu accès à suffisamment d'informations concrètes sur les particularités physiques et commerciales du Texas. Hamilton fit cependant une importante contre-proposition qui illustra son impatience et ses méthodes diplomatiques peu conventionnelles. Si la Belgique envoyait un agent au Texas pour explorer ses potentialités, Hamilton promit que le Texas entérinerait secrètement et sans tarder la loi sur tous les

<sup>14</sup> Correspondance Politique Etats-Unis, *ibid.*

<sup>15</sup> Garrison, *Diplomatic Correspondance of Texas*, III, 1524.

<sup>16</sup> Lebeau à V. de Weyer, 15 décembre 1840, Négociations avec le Texas, 2118. (Archives Affaires étrangères, Belgique)

<sup>17</sup> Garrison, *Diplomatic Correspondance of Texas*, III, 1336.

<sup>18</sup> Hamilton à de Briey, 6 octobre 1841. Négociations avec le Texas, 2118. (Archives Affaires étrangères, Belgique)

avantages commerciaux qu'il avait précédemment promis. Si le rapport de son agent était positif et si le Texas démontrait sa bonne foi, la Belgique accorderait alors à la République le prêt de 37.000.000 francs.<sup>19</sup> Il appâta encore les Belges en ajoutant qu'en cas de guerre avec le Royaume-Uni, le Texas pourrait servir de dépôt d'exportation et d'importation pour les deux nations, ce qui permettrait au commerce belge de s'intensifier. Hamilton tenta enfin, dans les termes suivants, de minimiser les craintes belges d'une union entre le Texas et les Etats-Unis : « *Si le Comte de Briey avait une connaissance particulière du Texas, la négociation ne serait pas reportée d'une minute. De toutes les nations civilisées, aucune autre que la nôtre ne dispose d'une industrie et d'un commerce à ce point adaptés aux meilleurs clients de la Belgique. De la même manière dont le Texas tirait parti de son coton, de son lin et de ses produits lainiers, les manufacturiers liégeois d'armes de guerre, de munitions et de machines à vapeur constitueraient une source d'accroissement du commerce belge et de la valeur de ses marchandises* ». <sup>20</sup>

Hamilton évita une fois de plus de répondre par écrit aux souhaits des Belges concernant l'établissement d'une colonie. Ses dépêches à Austin traitent seulement des aspects commerciaux et financiers de ses entretiens avec le gouvernement belge. Ce dernier précisa qu'il accepterait cette proposition si le gouvernement du Texas entérinait les propositions de Hamilton. Sans attendre la confirmation d'Austin, la Belgique investit Victor Pirson, un capitaine d'artillerie de trente-deux ans, d'une mission d'exploration au Texas. Le choix était judicieux pour cette tâche laborieuse car ce jeune Belge dynamique et intelligent avait déjà résidé à Washington en tant qu'attaché de son gouvernement.

Les instructions de Pirson stipulaient qu'un prêt au Texas de cinq ou sept millions de dollars était en jeu et, qu'en plus de l'implantation d'une colonie belge dans cet Etat, il serait possible de réduire de 50 % ses tarifs douaniers.<sup>21</sup> Sa mission consistait à observer et à rendre compte au Roi, des avantages et des inconvénients que des Belges rencontreraient sur place si la Belgique entérinait de tels accords. Pirson devait également recueillir toutes les informations sur les finances du pays, ses ressources, sa population et ses relations économiques. Pirson devait en particulier se renseigner sur les dispositions que prendraient les Américains et les Mexicains à la suite d'une éventuelle reconnaissance du Texas par la Belgique et des visées colonisatrices de celle-ci. La seule référence directe aux possibles accommodements de la colonie se trouve dans l'instruction du ministre des Affaires étrangères de sonder les sentiments du gouvernement texan sur une éventuelle « *cession de terres pour une société de colonisation belge* ». <sup>22</sup> Quand on évoqua la colonisation du Texas, à Londres peu avant son départ, Pirson rapporta : « *Hamilton me demande de ne pas parler des projets belges d'émigration au Texas, mais de lui laisser préparer l'opinion publique sur ce sujet* ». <sup>23</sup>

Depuis le début de leurs relations, Pirson soupçonnait que le Texan avait lancé l'idée d'une colonie belge à l'insu de son gouvernement. Les doutes de Pirson s'amplifièrent quand Hamilton lui conseilla avec insistance de prendre immédiatement le bateau pour Galveston ou, si c'était impossible, de se rendre « sans tarder » au Texas via Boston. Hamilton prétextait le mauvais temps hivernal pour justifier sa hâte, mais l'officier belge pensait qu'il s'efforçait en réalité de dissimuler tout ce qu'il pourrait déceler pour contrer les plans du Texan.<sup>24</sup> Cela a pu motiver partiellement Hamilton, mais en réalité ses principales appréhensions se portaient dans une autre direction. N'œuvrant pas

<sup>19</sup> De Briey à Hamilton, 16 Octobre 1841, *ibid.*

<sup>20</sup> Hamilton à de Briey, 20 Octobre 1841, *ibid.*

<sup>21</sup> Briey à Pirson, 13 novembre 1841. Navigation et Exploration Etats-Unis, 2013 (Archives Affaires étrangères, Belgique)

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Pirson à Briey, 23 novembre 1841, *ibid.*, 34.

<sup>24</sup> Pirson à Briey, 2 décembre 1841, *ibid.*, 41.

complètement à l'insu de son gouvernement, le diplomate pressentait que toute cession de terres à la Belgique engendrerait des frictions à Austin.

Ce qui poussa réellement Hamilton à agir de la sorte dans ses tractations avec les Belges était l'élément du temps. L'administration Lamar avait autorisé et défendu les négociations du Texas avec l'Europe or, après trois ans d'échec, elles partaient en quenouille. Hamilton en était conscient et cette crainte d'échouer l'incita à précipiter le départ de Pirson pour Austin, espérant ainsi balayer les obstacles qui bloquaient encore la conclusion rapide du prêt consenti par la Belgique.<sup>25</sup> Les appréhensions de Hamilton étaient fondées. En effet, pendant que Pirson effectuait son périple transatlantique et qu'Hamilton se préparait à se rendre à la Nouvelle-Orléans, Sam Houston succédait à Lamar à la tête du Texas.

Au milieu « d'un hiver rigoureux », Pirson débarqua à Boston à la fin décembre 1841, où l'accueillit le fils aîné de James Hamilton. Il n'était là que pour activer le voyage de Pirson vers le Texas et l'aviser de se méfier des fausses informations que les Français et les Américains distillaient sur la situation au Texas.<sup>26</sup> Le jour du nouvel an 1842, Pirson, accompagné de Charles Serruys, le chargé d'affaires belge à Washington, rendit une visite au président Tyler à la Maison-Blanche. Le jeune Hamilton ne parvint pas à empêcher cette entrevue de courtoisie. La Belgique savait que des personnalités américaines notoires<sup>27</sup> appuyaient les sollicitations texanes en Europe, mais elle ignorait si le gouvernement des Etats-Unis accepterait les liens commerciaux et les visées colonialistes belgo-texanes. Tyler reçut la mission belge avec bienveillance parce qu'il l'interprétait comme une simple entreprise d'exploration assortie d'une mission économique. Il n'avait évidemment pas été informé des projets impérialistes belges dans l'hémisphère occidental.<sup>28</sup>

Quand Joseph Eve, le représentant des Etats-Unis au Texas, informa son gouvernement des objectifs de la colonisation belge, le Président Tyler manifesta aussitôt son mécontentement auprès de Serruys. Les rapports que ce dernier expédiait à Bruxelles allaient changer les attitudes belges dans leurs pourparlers avec le Texas.<sup>29</sup> Les intérêts américains apparurent sous leur vrai jour quand Tyler s'adressa personnellement à Serruys en ces termes : « *nous sommes très jaloux de n'importe quelle entreprise européenne sur ce continent, et particulièrement des liaisons durables* ». A la question de Serruys sur la position américaine officielle sur le Texas, Tyler répondit : « *les citoyens des Etats-Unis sont troublés par l'intrusion des gouvernements européens dans les affaires nord-américaines. Le Texas doit triompher seul ou périr seul car, pour l'instant, l'Union américaine demeure neutre face au conflit entre cette république et celle du Mexique* ». Serruys se sentit dès lors forcé de mouler l'implication belge au Texas sur l'opinion officielle et publique des Etats-Unis. Il y constata que le désir d'une union avec le Texas gagnait de plus en plus en puissance. « *Cela finira par arriver* » dit-il, « *quand sera trouvé le moyen d'éviter de faire basculer l'équilibre qui existe entre les Etats libres et esclavagistes* ».<sup>30</sup>

Au début de la mission de Pirson, les Belges ignoraient les intentions précises des Etats-Unis envers le Texas. Bien avant que les rapports de Serruys n'arrivassent à Bruxelles à la fin 1842, ce manque d'informations sur la politique américaine avait entamé la confiance belge et fragilisé ses négociations. Quand les Etats-Unis eurent clairement formulé leur véritable objectif, celui-ci oblitéra à la fois les projets belges et texans. Lors du quatorzième jour de son voyage de Washington à la Nouvelle-Orléans, Pirson eut la chance de rencontrer Henri Castro de la compagnie Commerciale et de Colonisation franco-texane. Celui-ci

<sup>25</sup> Garrison, *Diplomatic Correspondance of Texas*, III, 1527.

<sup>26</sup> Pirson à Briey, 23 décembre 1841. Navigation et Exploration (Archives Affaires étrangères, Belgique), 46.

<sup>27</sup> V. de Weyer à Lebeau, 9 juin 1840. Négociations avec le Texas, 2118, *ibid.*, 13.

<sup>28</sup> Serruys à Briey, 27 janvier 1842. Navigation et Exploration (Archives Aff. étrangères, Belgique), 2015, *ibid.*, 47.

<sup>29</sup> Correspondance politique - Etats-Unis 1841-1846, *ibid.*, 30-70.

<sup>30</sup> Serruys à Briey, 12 octobre 1842. *ibid.*, 70.

venait juste de conclure des négociations à Austin et il en communiqua volontiers une copie à Pirson. La connaissance qu'eut Pirson des conditions commerciales et des concessions terriennes accordées aux Français devait théoriquement faciliter les négociations du Belge. Cependant, la peinture défavorable que Castro dressa du Texas et de sa situation intérieure instable découragea Pirson.<sup>31</sup>

Tout en attendant l'arrivée de Hamilton à la Nouvelle-Orléans, Pirson tenait son gouvernement au courant des dernières nouvelles. Il l'informa notamment de l'échec de la mission anglaise de Webb au Texas, en matière de concessions commerciales et terriennes, et du péril qu'encouraient les traités conclus avec la Grande-Bretagne en novembre précédent. Dans le même temps, Pirson notait une hostilité croissante dans les négociations entre Mexicains et Texans. L'ultime frustration devait encore à venir d'Austin. Les élections y avaient mis en place des hommes qui divergeaient sur la politique étrangère du Texas. « *Nous sommes en face d'un gouvernement hostile à tout ce que nous avons précédemment offert et proposé* » observa Pirson, précisant que la tendance du nouveau gouvernement de Sam Houston était à la critique des négociations européennes.<sup>32</sup>

Durant son voyage vers l'Ouest à la mi-janvier, Anson Jones, le nouveau secrétaire d'Etat, avait averti Hamilton que son gouvernement avait débouté le prêt européen sur lequel il travaillait et lui avait retiré son statut officiel « de commissaire aux prêts ». <sup>33</sup> Le même jour, 26 janvier 1842, de nouveau à l'insu de Pirson et de Hamilton, le journal officiel du gouvernement de Houston publiait la révocation de Hamilton et stigmatisait ses actions diplomatiques en Europe en dénonçant ses échecs en France et aux Pays-Bas ainsi que les lourdes dépenses que le Texan avait effectuées au cours desdites démarches.<sup>34</sup>

La critique ne visait pas seulement la diplomatie peu conventionnelle de Hamilton. La clique de Sam Houston et même plusieurs amis de Hamilton le suspectèrent de dissimuler un intérêt personnel dans sa mission européenne. Pirson écrivit à ce propos : « *il circule un document britannique ... qui mentionne l'existence d'une compagnie britannique de colonisation destinée à éliminer l'esclavage. Comme les Texans sont majoritairement esclavagistes, ceux-ci et même les amis politiques de Hamilton se sont mis à le détester* ». <sup>35</sup>

Pendant deux mois, le gouvernement de Sam Houston rejeta de ses ordres du jour le projet de Hamilton concernant « *une cession de terres à une société belge qui pourrait servir de tampon entre le Texas et le Mexique* ». <sup>36</sup> Entre-temps, Pirson continuait d'expédier à Bruxelles, des informations qui déstabilisaient les politiciens belges impliqués dans la décision finale au sujet du Texas. La plupart des missives de Pirson décrivaient l'insécurité du Texas. L'une d'elles mentionnait « *trois personnes scalpées par des Indiens près de Austin ... l'une d'entre elles était un enfant* ». <sup>37</sup> Il rapporta à maintes reprises la dangerosité des routes texanes et la difficulté de maintenir les fermes en exploitation en raison des incursions des Indiens, des Mexicains et des bandits.

Croyant encore que le gouvernement de Houston consentirait à négocier un prêt en l'échange d'une colonie belge, Pirson passa la majeure partie de février à entretenir les congressistes influents d'Austin des espérances belges. Au début mars, Anson Jones (le nouveau secrétaire d'Etat du Texas) fit une proposition officielle : « *Le Texas accorderait à la Belgique certaines parcelles de terre à l'usage et au bénéfice d'une compagnie de citoyens belges respectables, limitée de 600 à 1.000 personnes* ». Il n'évoqua pas la

<sup>31</sup> Pirson à Briey, 19 janvier 1842, Navigation et Exploration (Archives Affaires étrangères, Belgique), 2013, *ibid.*, 48.

<sup>32</sup> Pirson à Briey, 8 février 1842, *ibid.*, 57.

<sup>33</sup> Garrison, *Diplomatic Correspondance of Texas*, III, 943.

<sup>34</sup> *City Gazette* de Austin, 26 janvier 1842.

<sup>35</sup> Pirson à Briey, 8 février 1842, Navigation et Exploration (Archives Affaires étrangères, Belgique), 2013, 57.

<sup>36</sup> Garrison, *Diplomatic Correspondance of Texas*, III, 945.

<sup>37</sup> Pirson à Briey, 22 février 1842, Navigation et Exploration (Archives Affaires étrangères, Belgique), 2013.

contrepartie d'un prêt, mais à ce moment-là les Texans étaient persuadés qu'une marque de bonne foi et d'amitié atteindrait les mêmes objectifs.<sup>38</sup>

Les deux bandes de terre, l'une de 65 km<sup>2</sup> et l'autre de 104 km<sup>2</sup>, longeaient la rive orientale du Rio Grande, dans la même zone fertile où le Texas avait fixé les parcelles des colonies anglaises et françaises. Les terres octroyées aux Belges se situaient respectivement aux deux extrémités des quatre zones cédées aux compagnies d'émigration françaises et britanniques. Pirson transmet la proposition attrayante à son gouvernement, mais avant que celui-ci puisse se prononcer, il leur expédia un second message décrivant la situation explosive qui prévalait au Texas. « *En raison des hostilités et de la menace d'un conflit potentiel, il est impossible de continuer nos explorations. Je ne peux pas trouver de guide et mon propre cheval est mort. Je rentre chez moi via la Nouvelle-Orléans, New York et Boston, et espère arriver à Bruxelles vers la fin du mois de mai* ». <sup>39</sup>

Ce rapport parvint en Belgique au moment où son gouvernement s'occupait enfin de la question des indemnités qui avaient empoisonné ses relations avec les Etats-Unis. En votant une loi indemnisant les marchands qui avaient perdu leurs biens en 1830, les Belges entamaient, pour la première fois depuis six ans, des relations officielles avec l'Union américaine sur une base cordiale. Cependant, ce succès de la diplomatie belgo-américaine entrava les desseins belges au Texas. Pourquoi la Belgique aurait-elle sacrifié une situation diplomatique et commerciale prometteuse au profit d'une aventure belge au Texas ? Le rapprochement belgo-américain et l'agitation au Texas persuadèrent la Belgique à postposer sa reconnaissance de la république texane. L'établissement d'une colonie belge au Guatemala occasionna également des difficultés quand, depuis Londres, Van de Weyer rapporta le grand mécontentement du cabinet britannique. Considérant la concurrence commerciale que représentait la Belgique en Amérique centrale, le ministre anglais des Affaires étrangères entendait bien contrarier des activités belges au Texas.<sup>40</sup>

Pirson, promu major dès son retour à Bruxelles en juin 1842, rédigea un rapport final sur ses explorations et négociations. Le ton général de ce rapport était favorable aux relations diplomatiques et commerciales avec le Texas, mais Pirson le conclut par une analyse détaillée du triste climat politique, économique et militaire de cet Etat.<sup>41</sup> Ce rapport et la correspondance privée de Pirson déterminèrent la décision belge qui s'ensuivit. Pendant pratiquement un an, la Belgique examina et délibéra en hautes sphères sur toutes les relations possibles avec le Texas. Le ministre des Affaires étrangères soupesa toutes les données en sa possession avant de rendre son jugement final.

La colonie belge au Guatemala avait primé sur tous les autres projets en raison de son importance à long terme. Le courrier de Serruys à Washington avait signalé l'évolution des accords anglo-américains lors des entretiens Webster-Ashburton<sup>42</sup> et les commentaires du président américain sur les projets belges au Texas. L'harmonie qui se développait entre les grandes puissances rendait toute défiance d'autant plus difficile que la Belgique avait amélioré ses relations avec les Etats-Unis en résolvant l'affaire des réclamations d'Anvers. De plus, en 1842-1843, la Belgique essaya par tous les moyens de gagner les faveurs américaines pour que le port d'Anvers devienne le terminal européen d'une nouvelle ligne transatlantique partant de New York.<sup>43</sup>

Finalement, le gouvernement belge éplucha la correspondance de Serruys et d'Henri Mali, le consul belge à New York, pour comprendre correctement l'attitude américaine dans

<sup>38</sup> Anson Jones à Pirson, 9 mars 1841, *ibid.*, 71 ; *Moniteur Belge*, 18 avril 1842.

<sup>39</sup> Pirson à Briey, 28 mars 1842, Navigation et Exploration (Archives Min. Affaires étrangères, Belgique), 2013, 74.

<sup>40</sup> V. de Weyer au roi Léopold, 1<sup>er</sup> avril 1842, Papiers de Van de Weyer (Archives générales de Belgique, vol. 113)

<sup>41</sup> Pirson à Briey, 19 juin 1842, Navigation et Exploration (Archives Affaires étrangères, Belgique), 2013, 87.

<sup>42</sup> Traité négocié en 1842 entre le secrétaire d'Etat américain Daniel Webster et le commissionnaire britannique Alexander Baring Ashburton, fixant définitivement la frontière entre le Canada et les Etats-Unis. N.D.L.T.

<sup>43</sup> Serruys au ministre des Affaires étrangères, Correspondance politique des Etats-Unis 1842-1846, *ibid.*, 54-85 ; Paulus M. *La Navigation Régulière à vapeur entre Anvers et New York*, (Ph.D. dissertation, ULB, Bruxelles, 1954).

l'affaire texane. Ses deux représentants lui laissèrent l'impression que le Texas entrerait inéluctablement dans l'Union des Etats-Unis. En outre, Serruys pensait que la Belgique ne conclurait jamais un traité commercial favorable et libéral avec les Etats-Unis si elle prolongeait indéfiniment ses liens avec le Texas. Si, dans son rapport du 2 mai 1843, le ministre belge des Affaires étrangères relève beaucoup d'aspects nuisibles dans les accords belgo-texans, il souligne néanmoins l'importance de développer une amitié belgo-américaine en adéquation avec une compréhension réaliste du futur du Texas : « *L'union du Texas et des Etats-Unis serait en fait le dernier acte de la cession de la Louisiane. Le gouvernement fédéral lorgne toujours sur les terres de l'Ouest et l'Océan Pacifique, mais il a certainement de grandes appréhensions et aura les pires difficultés avec ses Etats du Sud. Rappelons-nous les paroles de Thomas Jefferson qui recommanda à ses compatriotes d'apprendre l'espagnol, car c'était la langue prédominante des régions où les Américains auraient les intérêts les plus élevés* ». <sup>44</sup>

Cette prise de conscience belge de la tendance expansionniste américaine conduira Bruxelles à retirer son soutien à la création d'une colonie belge au Texas. Un rapport du ministère incluait également des commentaires sur quelques autres facteurs qui pouvaient rendre l'aventure belge extrêmement délicate en raison de la lourde responsabilité d'une colonie et de la difficile situation économique du Texas : « *La colonisation est un processus accompagné de douleurs et d'obstacles. Nous tromperions les citoyens belges sur cette terre texane encore exempte de civilisation, si nous traitions officiellement avec cet Etat. En outre, on peut affirmer que pratiquement tous les produits de consommation du Texas sont hors de portée de ses habitants et qu'ils ne survivent qu'en vendant leurs terres excédentaires. La Belgique ferait donc mieux pour l'instant d'abandonner ses projets au Texas* ». <sup>45</sup>

L'intérêt de la Belgique pour le Texas ne s'évapora pas après cette décision. Le Texas redoubla d'efforts pour s'assurer de son soutien en y assignant de nouveaux agents capables de traiter directement avec elle. Les deux Texans, Ashbel Smith et le colonel W. H. Daingerfield, recherchèrent activement des accords commerciaux et relancèrent le projet d'émigration en sollicitant l'appui de plusieurs industriels belges. Le souhait de négocier un emprunt existait toujours malgré le prêt de \$1.000.000 accordé par les Français en 1842. <sup>46</sup> En harcelant son gouvernement tout au long de l'année 1843, l'industrie belge maintint en vie les espoirs du Texas. La correspondance diplomatique officielle évoqua même la possibilité d'un prêt de \$1.000.000 en cinq tranches de \$200.000. Tandis que Smith et Daingerfield avançaient avec lenteur et précaution, le temps travaillait contre eux. Ils se rappelaient probablement le sort réservé à leur prédécesseur Hamilton en raison de l'impopularité de sa diplomatie expéditive et zélée. <sup>47</sup>

Deux décisions prises par le gouvernement en 1844 éradiquèrent tout doute à ce sujet. Durant ses entretiens avec Henry W. Hilliard, le nouvel émissaire américain à Bruxelles, le ministre belge des Affaires étrangères saisit parfaitement le poids des visées américaines sur le Texas. « *Les relations intéressantes entre les Etats-Unis et le Texas nous empêchent de rester indifférents aux affaires de cette République* » assura le diplomate américain. <sup>48</sup> Serruys, la source belge fiable à Washington, affirma emphatiquement que « *l'intérêt des Etats-Unis pour une union avec le Texas existe toujours ... et la possibilité d'un arrangement entre les deux Etats grandit* ». <sup>49</sup> En mai 1844, s'adressant à la Chambre des députés, le ministre belge des Affaires étrangères déclare : « *dans l'affaire du Texas, la*

<sup>44</sup> Serruys à Briey, 27 juin 1842, Navigation et Exploration (Archives Affaires étrangères, Belgique), 2013, 88.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Eve à Webster, 30 juin 1842, *Diplomatic Dispatches of the USA*, Texas, Record Group 59 (Nat. Archives, I, 19).

<sup>47</sup> Smith à Jones, 3 octobre 1843, Navigation et Exploration (Archives Min. Aff. étrangères, Belgique), 2013, 166.

<sup>48</sup> H.W. Hilliard à A.P. Upshur, 26 janvier 1844, (Nat. Archives, I, 19).

<sup>49</sup> Serruys à Goblet-d'Alviella, 10 mai 1843, Navigation et Exploration (Archives Aff. étrangères, Belg.), 2013, 149.

*Belgique n'a pas toute la liberté d'action qu'elle désire* ». Des considérations internationales, comme les prochaines négociations avec le Mexique et les Etats-Unis, étaient les soi-disant raisons principales pour ne plus rien envisager au Texas. Pourquoi, au nom d'une aventure dans cette petite république, la Belgique mettrait-elle en péril deux partenariats commerciaux prometteurs?<sup>50</sup>

La communauté industrielle et commerciale belge opposa certains arguments à cette décision. Elle travaillait directement avec le ministre de l'Intérieur pour forcer le ministère des Affaires étrangères à reconsidérer son jugement.<sup>51</sup> Au cours de l'été 1844, Goblet-d'Alviella, le nouveau ministre belge des Affaires étrangères demanda carrément à Hilliard, le ministre américain à Bruxelles, si « *une reconnaissance du Texas et d'autres relations d'affaires et d'émigration seraient de nature à offenser les Etats-Unis* ». Celui-ci lui répondit succinctement que les Etats-Unis « *examinaient la question ... et que, d'ici peu de temps, l'annexion devrait avoir lieu* ». <sup>52</sup> Le texte suivant apparaît dans le *Moniteur Belge* du 3 octobre 1844 : « *La Belgique ne compromettra pas ses importants intérêts au Mexique et aux Etats-Unis. Traiter maintenant avec le Texas serait prématuré. Davantage d'actions mettraient en danger la position internationale et la prospérité de l'Etat belge.* »<sup>53</sup>

Plus d'un an avant l'annexion américaine, la diplomatie européenne se désengagea prudemment du Texas. La Belgique qui, à l'encontre d'autres gouvernements, ne s'était pas opposée à l'annexion du Texas par les Etats-Unis, comprit parfaitement que ses visées impérialistes étaient secondaires par rapport à des relations harmonieuses et durables avec les jeunes Etats du Nouveau Monde. La pression américaine et l'équilibre des puissances en Europe avaient en fin de compte contraint la Belgique à accepter une politique de non-ingérence au Texas.

L'épisode du Texas est une belle illustration de l'ambition freinée par les réalités et les nécessités politiques du jour. Une petite puissance comme la Belgique fut guidée dans sa politique prudente « d'attente vigilante » par son statut international unique, les sentiments de ses voisins et concurrents et l'opportunité à long terme d'un tel jugement. Le rôle que les relations belgo-texanes ont joué dans l'histoire américaine est donc bien défini. Quelques historiens croient toujours que l'aventure du Texas en Europe visait simplement à éveiller la jalousie des Etats-Unis pour entrer rapidement dans l'Union. Si tel fut le cas, ce complot aboutit partiellement car les manœuvres européennes incitèrent les Etats-Unis à souscrire à cette annexion. Pour la plupart des Américains, l'éventualité d'un impérialisme belge au Texas dans les années 1840 n'était qu'un autre « *péril venant de l'étranger* ». « *L'idée d'élargir la sphère de liberté américaine par l'expansionnisme* » découla de « *l'ambition ou de l'intrigue des nations européennes qui semblaient menacer les intérêts fondamentaux des Américains* ». <sup>54</sup>

Si l'expansionnisme américain s'inscrit dans une réaction défensive vis-à-vis des tentatives étrangères de développer une influence politique et économique dans l'hémisphère occidental, alors l'affaire belgo-texane fut importante pour le Texas et les Etats-Unis. A l'instar des entreprises britanniques et françaises au Texas, l'effort belge semble s'être focalisé sur une pénétration colonialiste qui poussa le gouvernement fédéral à annexer rapidement le Texas et engendra « sa destinée manifeste » du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>50</sup> Rapport du ministre des Affaires étrangères à la Chambre des députés, mai 1844, 186.

<sup>51</sup> Chambre de Commerce d'Anvers au ministre des Affaires étrangères, 1<sup>er</sup> août 1844 ; Ministre l'Intérieur à Goblet-d'Alviella, 10 août 1844 ; M. Bishop à Goblet-d'Alviella, 6 septembre 1844, *ibid.*

<sup>52</sup> Hilliard à John Calhoun, 25 juillet 1844, *Diplomatic dispatches of the USA*, Belgium, Record 59 (N.A., II, 23).

<sup>53</sup> Thomas G. Clemson à Calhoun, 17 octobre 1844, *ibid.* ; *Moniteur Belge*, 3 octobre 1844.

<sup>54</sup> A.K. Weinberg, *Manifest Destiny : A Study of Nationalist Expansionism in American History*, Gloucester, 1958, p. 108 ; D. Perkins, *The Monroe Doctrine, 1826-1867*, Baltimore, 1933, p. 64.